



Nouméa, le 01 février 2023

N.Réf. : 23-I-D-DDEC-21

AFFICHAGE

NOTE DE SERVICE 2023-20

**A L'ATTENTION
DES CHEFS D'ETABLISSEMENT**

**Objet : Autorisation d'absence en matière syndicale et
déclaration des heures de décharge et délégation**

PJ : 2 Bons de délégation

Cette note a pour objet de rappeler les règles légales concernant les absences des personnels enseignants et non enseignants détenteurs d'un mandat ouvrant droit à des heures de délégation.

Sont concernés les personnels d'éducation, d'administration et de service mais aussi les personnels enseignants du 1^{er} et du 2nd degré, au regard des dispositions de représentation des personnels créés par la loi CENSI.

Les références sont prévues dans les conventions collectives applicables ou à défaut les dispositions du code du travail de la Nouvelle Calédonie, dont les principales sont :

- 1- Si les réunions syndicales peuvent se tenir dans l'enceinte de l'entreprise, l'article 323.21 précise toutefois *que* « les réunions syndicales ont lieu en dehors du temps de travail des participants, à l'exception des représentants du personnel (*DS-DP-CHSCT-CE*) qui peuvent se réunir sur leur temps de délégation ».
- 2- Les délégués du personnel titulaires bénéficient d'un crédit de 15 heures mensuelles de délégation
- 3- Les représentants du personnel au CE titulaires bénéficient d'un crédit de 20h mensuelles.
- 4- Compte tenu de l'effectif de la DDEC, chaque délégué syndical valablement désigné bénéficie au terme de l'article Lp323-35 d'un crédit d'heures de délégation mensuel de 20h / mois.
- 5- Les membres du CHSCT bénéficient d'un crédit mensuel de 20 heures de délégation.

Il est précisé que chaque heure de délégation prise sur le temps de travail effectif doit faire l'objet d'une **information préalable** auprès du chef d'établissement via le formulaire « Bon de délégation sur temps de travail effectif » annexé à la présente note, de façon à permettre la continuité du service public de l'enseignement et à ne pas compromettre la sécurité des élèves.

Le chef d'établissement peut avertir le représentant d'un risque causé par le départ en délégation, mais ne peut en aucun cas refuser le départ en délégation.

Il est rappelé par la Cour de cassation, que les heures réalisées en dehors du temps de travail donneront lieu à l'édition d'un bulletin de salaire, mais pas pendant les vacances scolaires, sauf circonstances particulières. Elles sont cumulables aux décharges de services accordées dans le cadre du droit syndical.

L'ensemble des délégations prises dans le mois (hors temps de travail et éventuellement sur temps de travail) est à transmettre via les formulaires annexés directement à : bons-delegation@ddec.nc

Il est demandé aux représentants de transmettre, le cas échéant, un bon de délégation par mandat exercé. Pour information, tout document transmis en lieu et place du bon de délégation annexé sera retournée à l'intéressé.

Les membres du CHSCT peuvent demander le remboursement des frais de déplacement et d'hébergement dans le cadre d'une mission selon les dispositions et le formulaire de note de frais de la note de service 2023-23

Il vous est aussi demandé de transmettre les emplois du temps des personnels concernés par un mandat (DP, CE, CHSCT, Syndicat) au sein de l'institution avant le 15 mars à : christelle.angibaud@ddec.nc

Je vous invite donc à lire ou relire les conventions collectives qui, je vous le rappelle, doivent être tenues à la disposition de tous les personnels des établissements, dont vous avez la responsabilité.



Karen CAZEAU
Directrice diocésaine